

L'indépendance à nouveau sur la table en Écosse

LE RÉSUMÉ

Les Écossais et les Nord-Irlandais ont majoritairement voté pour le

maintien dans l'UE.

L'Écosse pourrait organiser un nouveau référendum sur

l'indépendance après celui de 2014.

En Irlande du Nord, le Sinn Féin appelle également à un référendum.

CATHERINE MOMMAERTS

Le Royaume-Uni s'est réveillé profondément désuni vendredi. Alors qu'une majorité d'Anglais et de Galois ont voté en faveur du Brexit (respectivement 53,4% et 52,3%), les Écossais et les Nord-Irlandais, eux, se sont majoritairement prononcés en faveur du maintien dans l'Union européenne (respectivement 62% et 56%). Se dirige-t-on dès lors vers une implosion du Royaume-Uni? Difficile à dire. Ici, comme dans bien d'autres domaines, c'est l'incertitude qui prévaut. Mais les indépendantistes écossais viennent en tout cas d'obtenir un argument de poids pour plaider en faveur d'un nouveau référendum sur l'avenir de l'Écosse au sein du Royaume-Uni. Et les Nord-Irlandais ont un nouveau prétexte pour se déchirer.

La première ministre indépendantiste Nicola Sturgeon avait prévenu que si les Écossais étaient tirés hors de l'Union contre leur volonté, elle pourrait convoquer un nouveau référendum sur l'indépendance, deux ans après celui de 2014. On y est. «*J'estime cela inacceptable d'un point de vue démocratique*», a-t-elle lancé vendredi. Et la Première ministre de s'engager à «*explorer toutes les options possibles pour (...) s'assurer du maintien de l'Écosse au sein de l'UE et du marché unique en particulier*». Tout en affirmant que l'option d'un nouveau référendum écossais était «*sur la table*», Sturgeon a toutefois tenu à calmer le jeu. Pas question d'agir

dans l'urgence. Le parlement écossais devra juger de la pertinence d'un tel référendum, a-t-elle expliqué. Dans l'attente, le gouvernement écossais commencera à préparer la législation nécessaire à la tenue d'une nouvelle consultation populaire. Une consultation qui se tiendrait endéans les deux ans, soit avant la fin des négociations qui vont s'ouvrir entre le Royaume-Uni et l'UE.

En 2014, le référendum sur l'indépendance de l'Écosse s'était soldé par une défaite des nationalistes. Un peu plus de la moitié des Écossais (55,3%) s'étaient prononcés en faveur du maintien dans le giron britannique. Les nationalistes écossais avaient espéré que le boom pétrolier sur lequel surfaient leur économie allait convaincre la population de vouloir voler par ses propres ailes. Finalement, la crainte du lendemain, notamment par rapport à leurs liens avec l'UE, avait poussé les Écossais, majoritairement europhiles, à voter pour le statu quo. Or, leur avenir en Europe est cette fois clairement hypothéqué. De quoi convaincre les tièdes d'hier de voter pour le maintien dans l'UE, c'est-à-dire l'indépendance. Du coup, Sturgeon estimait vendredi que les Écossais qui avaient voté contre l'indépendance en 2014, pourraient vouloir revoir leur copie étant donné que les circonstances ont changé. À voir.

En Irlande du Nord aussi...

En Irlande du Nord, les nationalistes font également la grimace alors que le Brexit pourrait réinstaurer les contrôles à la fron-

tière avec la république d'Irlande, et donc l'Union. L'impact économique et politique pourrait être non négligeable. Que ce soit en termes de tracasseries administratives supplémentaires pour les entreprises nord-irlandaises, de circulation plus compliquée pour les citoyens, de pertes d'entrées financières (l'UE soutient l'économie nord-irlandaise depuis les accords de paix de 1998), les impacts risquent d'être non négligeables.

Les nationalistes n'ont d'ailleurs pas tardé à réagir. «*Le Sinn Féin va maintenant faire pression pour un référendum sur la frontière*», a annoncé le président du parti Declan Kearney.

«*Le gouvernement britannique n'a aucun mandat démocratique pour représenter les vues du nord (de l'Irlande) dans les négociations futures avec l'UE et je pense qu'il y a un impératif démocratique à organiser un sondage sur la frontière*», a lancé Martin McGuinness, le vice-Premier ministre irlandais, également membre du Sinn Féin. Mais la classe politique nord-irlandaise n'est pas unie sur la question. La Première ministre unioniste, Arlene Foster, a rejeté l'appel de son numéro deux, estimant qu'il n'y avait aucune chance qu'un référendum puisse se solder par une majorité en faveur de la réunification avec la République d'Irlande.

Quoiqu'il en soit, à Dublin, on se montre attentif à ce qui se passera au nord de la frontière. Le Premier ministre irlandais Enda Kenny s'est notamment engagé à faire de son mieux «*pour maintenir la zone de voyage commune*» qui avait été instaurée en 1921, à la partition de l'Irlande.

«**L'Écosse pourrait être tirée hors de l'UE contre notre volonté. Je trouve cela inacceptable d'un point de vue démocratique.**»

NICOLA STURGEON
PREMIER MINISTRE
ÉCOSSAIS

Que vont devenir les fonctionnaires britanniques?

Si les eurodéputés britanniques ne pourront tout simplement plus se présenter aux prochaines élections, le cas des fonctionnaires est plus haut placé. Mais ce sont surtout les plus haut placés qui pourraient perdre leur job.

Qu'advient-il des plus de 1.100 fonctionnaires britanniques de la Commission européenne et des centaines d'autres

britanniques travaillant au Conseil de l'UE ou au Parlement européen? Cela dépendra des négociations qui vont s'ouvrir entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Il y a cependant peu de risque que tout ce petit monde soit mis à la porte en bloc.

Pour les eurodéputés britanniques, la messe est probablement dite. Ceux-là ne devraient plus pouvoir se présenter à un nouveau mandat lors des prochaines élec-

tions européennes étant donné que le Royaume-Uni ne fera à ce moment-là probablement plus partie de l'Union. Leurs assistants, britanniques ou non, pourront également se chercher un autre emploi.

Pour ce qui est des fonctionnaires européens, ce sera en théorie plus compliqué.

Les fonctionnaires britanniques, n'étant plus ressortissants d'un Etat-membre, pourraient être

démis d'office. En théorie.

Les fonctionnaires cessant de satisfaire aux conditions fixées pour leur engagement (notamment être ressortissant d'un Etat-membre) peuvent être démis d'office. Sauf qu'il y a peu de chance qu'ils le soient tous. «*Les institutions européennes ont besoin de nous, notamment pour la langue*», estimait Simon Coates, administrateur au sein du Conseil de l'UE et représentant syndical de la fédération de la fonction publique européenne, avant le référendum. Mais ils pour-

raient se voir freinés dans leurs promotions.

La situation pourrait s'avérer plus difficile pour les directeurs et directeurs généraux, dont la fonction est plus stratégique et politisée. On imagine mal les autres nationalités encore accepter de voir de tels postes, particulièrement prisés, occupés par des Britanniques. Ici, c'est une retraite dorée qui pourrait se profiler. En attendant, nombreux sont les fonctionnaires britanniques à avoir cherché à obtenir la double nationalité avant le référendum. Une précaution qui pourrait s'avérer utile pour certains d'entre eux. **C.M.**

La Belgique, miroir du malaise européen

Pour la Flandre, le départ des Britanniques est un drame existentiel. Côté francophone, elle est plutôt un événement négatif dont certaines conséquences pourraient être bienvenues.

FRÉDÉRIC ROHART

Avec le départ du Royaume-Uni, la Flandre perd un phare culturel et politique et vit un bouleversement qui dépasse largement le choc vécu au sud du pays, naturellement tourné vers l'Hexagone. Personne ou presque en Belgique ne souhaitait le départ des Britanniques; tout le monde convient que ce départ constitue un affaiblissement stratégique de l'Union et craint les émules centrifuges qu'il pourrait provoquer. Mais pour une Wallonie majoritairement à gauche et sensible à une vision régulée de l'économie, le Brexit signifie aussi l'abatement d'une barrière. «*La gauche du spectre politique pouvait voir la Grande-Bretagne comme un obstacle dur à franchir pour obtenir un certain nombre de régulations*», observe le politologue Pascal Delwit (ULB). Avec le

Royaume-Uni, l'Union perd la voix d'un pays parfois considéré comme un cheval de Troie américain, champion d'une certaine vision du libéralisme économique et avocat inconditionnel d'accords de libre-échange «globaux» comme le CETA, signé avec le Canada et que le Parlement wallon aura été le premier à rejeter formellement. Jusqu'au centre de l'échiquier politique francophone, on considère que le Brexit doit être une opportunité pour avancer sur tout ce qui donne des boutons aux disciples de l'école de Chicago, au premier rang desquels se trouve le ministre des Finances: «*Harmoniser notre fiscalité*», lancer une «*reconquête industrielle concertée*», «*en finir avec le dumping social*», pour ne reprendre que les demandes de Claude Rolin (cdH).

Au nord, le premier parti flamand sort très touché de cet épisode, lui qui siège avec le parti de David Cameron au Parlement européen. «*Une forme d'axe stratégique s'était mis en place entre la N-VA et les conservateurs britanniques, leur union constituait un élément de légitimité pour chacun*», souligne Pascal Delwit. Pour la Flandre en général, qui a des relations commerciales

très étroites avec le Royaume-Uni, l'issue du référendum est d'abord une grave menace économique. Pour beaucoup, elle résonne aussi comme un affaiblissement idéologique. Jeudi aura été une «*mauvaise journée pour la Flandre, qui perd un Etat membre qui partage nos vues sur la compétitivité, la subsidiarité*», a réagi le vice-président et député européen de la N-VA Sander Loones. Avec le départ britannique, l'UE est plus pauvre en idées parce qu'elle perd un grand défenseur du libre-échange, estime le séparatiste. Opinion qu'un libéral comme Guy Verhofstadt n'aura pas de mal à partager.

Vers où l'Europe doit-elle aller? Les Anglais partent à cause de l'immigration, l'Europe doit être plus ferme que jamais pour enrayer ce phénomène, entend-on en Flandre. Les laissés-pour-compte ont voté par désespoir pour quitter une Europe qui ne les protège pas, il faut donc bâtir l'Europe sociale, dit-on en Wallonie. À l'image d'un continent fragmenté, les courants politiques dominants au nord et au sud du pays pointent le doigt dans des directions opposées.

«La gauche du spectre politique pouvait voir la Grande-Bretagne comme un obstacle dur à franchir.»

PASCAL DELWIT
POLITOLOGUE (ULB)